

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**
TRVX-21-009

PROCEDURE ADAPTEE

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**Travaux de mise en sécurité
incendie du bâtiment FONTENOY
au CENTRE HOSPITALIER DU
MANS**

SOMMAIRE

	<u>PAGES</u>
INTRODUCTION.....	3
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 3 : PROCEDURE DE REFERENCE.....	3
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS / ET EN TRANCHE.....	3
ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 7 : RECONDUCTION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 8 : CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX	6
ARTICLE 9 : PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	6
ARTICLE 10 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	7
ARTICLE 11 : PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
11.4 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER.....	8
ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE : INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	9
ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	11
ARTICLE 14 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES	13
ARTICLE 15 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE	16
ARTICLE 16 : ESCOMPTE POUR PAIEMENT ACCELERE.....	16
ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES.....	16
ARTICLE 18 : DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	17
ARTICLE 19 : TRAVAIL DISSIMULE	19
ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE ET AVANCE.....	20
ARTICLE 21 : ETABLISSEMENT DES FACTURES - MODALITES DE REGLEMENT	20
ARTICLE 22 : MODIFICATION DU MARCHE.....	21
ARTICLE 23 : MARCHE SIMILAIRE.....	21
ARTICLE 24 : CONDITIONS DE RESILIATION	21
ARTICLE 25 : DATE D'EXECUTION	22
ARTICLE 26 : LITIGES.....	22
ARTICLE 27 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	22

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *partie* du GHT 72, à savoir le :

- . Centre hospitalier de Château du Loir
- . Centre hospitalier de La Ferté Bernard
- . Centre hospitalier du Lude
- . Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe [Centres Hospitaliers de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume]
- . Centre hospitalier de Saint Calais
- . Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe
- . Pôle Santé Sarthe et Loir
- . EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur pour son propre compte, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet les travaux de mise en sécurité incendie du bâtiment FONTENOY au Centre Hospitalier du Mans.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE REFERENCE

La consultation est organisée dans le cadre d'une **procédure adaptée** conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS / ET EN TRANCHE

Article 4.1 : Décomposition en lot :

Le présent marché comporte 7 lots :

Lot 1 : Electricité CFO-CFA

Lot 2 : Système de Sécurité Incendie

Lot 3 : Désenfumage Mécanique – CVC – PLB

Lot 4 : Menuiseries Intérieures

Lot 5 : Menuiseries Extérieures

Lot 6 : Plâtrerie – Faux Plafonds

Lot 7 : Revêtements Sols – Muraux – Peinture

Les candidats peuvent répondre à la consultation pour un, plusieurs ou la totalité des lots. Chaque lot sera traité séparément et en fonction des critères d'attribution mentionnés dans le présent document.

Les candidats doivent présenter une offre par lot. Les lots incomplets ne seront pas pris en compte.

Article 4.2 – Décomposition en tranche :

Uniquement lot 1

Le lot 1 comporte une :

- Tranche Ferme : Réalisation des travaux d'Electricité CFO & CFA
- Tranche optionnelle n°1 :
 - Le câblage en catégorie 6a avec RJ45.
 - Les jarretières et le brassage au niveau des baies informatiques.
 - Fourniture et pose d'une borne WIFI (alimentation en POE) avec son support.

Conformément à l'article R2113-6 du Code de la Commande Publique, la tranche optionnelle sera affirmée au plus tard le 31/12/2023. Le titulaire en sera informé par un courrier électronique avec AR sur la plateforme PLACE.

Par contre, le non affermissement de la tranche optionnelle ne donnera lieu à aucune indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES

5.1 Les pièces particulières

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, gérées par modification marché (avenant, acte de sous traitance) et/ou par mise au point du marché, (*),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes, (*)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) par lot
- PGC Recommandation hygiène
- Registre traçabilité des déchets
- Diagnostic Amiante avant travaux
- Annexe n°1 - lot n°2 Phase DCE (Dossier d'essais et d'autocontrôle)
- Annexe n°2 – lot n°2 Phase DCE (Documentation dossier d'identité SSI)
- Annexe n°3 – Phase DCE (Armoire Electrique d'Unité – AR-ELEC-U43)
- Annexe n°4 – Phase DCE (Tableau Général de Sécurité)
- Annexe n°5 – Phase DCE (Etude de désenfumage)
- Annexe n°6 – Phase DCE (MES-002 – Phasage Travaux)
- Annexe n°7 – Phase DCE (Calendrier prévisionnel travaux)
- Annexe n°8 – Phase DCE (Synthèse Travaux)
- Annexe n°9 – Phase DCE (Plan d'aménagement salles propres et sales vs implantation gaine amenée d'air désenfumage)

- Plan projet Mise en sécurité 001
- l'offre technique et financière du titulaire, (*)

(*) dont seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT.

5.2 Les pièces générales (cadre réglementaire)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux. Arrêté du 3 mars 2014 paru au J.O. du 11 mars 2014.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU) énumérées à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- Les agréments du CSTB pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux non traditionnels retenus par le Maître d'Ouvrage,
- Les normes de l'Association Française de Normalisation (AFNOR), homologuées par arrêtés ministériels, dont la plupart d'ailleurs sont insérées dans la REFF ;
- Le code de l'Urbanisme, le code de la Construction et de l'Habitation.
- Les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N° 2910 (combustion).

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à sa date de notification jusqu'à la réception complète de l'ouvrage sans réserve.

Les travaux seront exécutés selon les prescriptions du C.C.T.P. et selon le planning directeur de travaux joint à la présente consultation.

A titre indicatif, la durée prévisionnelle globale d'exécution des travaux est de 48 mois compris période de préparation, congés payés (voir planning directeur joint à la consultation annexe 8).

Les travaux seront exécutés au fur et à mesure aile par aile du bâtiment Fontenoy.

Délais prévisionnels :

Ailes 1 et 2 : de janvier 2022 à mars 2024

Ailes 3 et 4 : de septembre 2021 à mars 2025

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché (hors période de préparation et d'approvisionnement) est le 01/10/2021.

Il n'est pas prévu d'interruption de chantier pendant la période de congés payés. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions utiles pour maintenir, pendant ces périodes, un effectif suffisant pour assurer la marche du chantier conformément au calendrier d'exécution.

ARTICLE 7 : RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché ne fera pas l'objet d'une reconduction.

ARTICLE 8 : CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ÉLÉMENTS AFFÉRENTS À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'Entreprise est réputée avant la remise de son offre :

- Avoir pris pleinement connaissance des locaux existants et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir procédé à une visite détaillée du site et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains à l'exécution des travaux à pied d'œuvre (moyen de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.).
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution, et s'être entourée de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre.

ARTICLE 9 : PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

9.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

9.2 – Caractéristiques – Qualités – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits

Les matériaux et fournitures devront être conformes aux normes, avis techniques, cahiers des charges ou prescriptions contractuelles les concernant [conformité attestée par exemple par le marquage systématique ou par des procès-verbaux d'essais qui peuvent être ceux du fournisseur, mais concernant des échantillons prélevés, ou ceux effectués par un laboratoire qualifié, à l'initiative de l'entrepreneur ou du maître d'ouvrage et aux frais de l'entrepreneur].

Concernant la sécurité incendie, la conformité en réaction ou résistance au feu doit être attestée par un procès-verbal d'essai effectué par un laboratoire agréé.

Le certificat du bureau de contrôle devra être vierge de remarques.

Pour les essais et vérifications « in situ », l'entreprise devra :

- ☞ fournir en début de travaux son programme de vérification et le faire agréer par l'organisme de contrôle ou, s'il n'en n'est pas de prévu, par le maître d'ouvrage,

- ☞ effectuer tous les essais et contrôles prévus à ce programme, en temps utile et à ses frais,
- ☞ effectuer ou faire effectuer par un laboratoire agréé, selon les directives du maître d'ouvrage, les contrôles complémentaires qui lui seraient demandés par ce dernier en cours de travaux, jusqu'à l'expiration de la période de garantie, et en supporter les frais quels qu'en soient les résultats.

ARTICLE 10 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

Non concerné.

ARTICLE 11 : PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, il est fixé une **période de préparation de 5 semaines**.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence et par les soins de l'entrepreneur :

- Préparation des installations de chantier et établissement des documents relatifs à la sécurité ;
- établissement sous la coordination du Maître d'Œuvre, présentation au visa de celui-ci dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG TRAVAUX du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- fourniture des documents énoncés à l'article 29.1 du CCAG TRAVAUX ;
- établissement et présentation au visa du coordinateur sécurité du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 ;

Les entreprises devront produire durant cette période les Procès-Verbaux des matériaux et les plans d'exécution ;

- Établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. Travaux et à l'article suivant ;

11.2 Plans d'exécution – note de calculs – études de travail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées dues au titre de la mission du Maître d'œuvre sont définis dans les généralités communes à tous les lots du CCTP.

Tous les plans d'exécution et spécification détaillés complémentaires, autres que ceux définis dans les généralités communes à tous les lots du CCTP, seront établis par les entreprises qui les soumettront au Maître d'œuvre et au Contrôleur Technique avec notes de calculs et schémas complémentaires pour visa et observations éventuelles au plus tard QUINZE jours après leur réception par le Contrôleur Technique.

11.3 Mesure d'ordre social – Réglementation du travail

11-3-1 Qualification de la main d'œuvre employée sur le chantier

L'entrepreneur et ses sous-traitants devront employer sur le chantier une main d'œuvre possédant la qualification correspondant à la catégorie de travaux qui lui est confiée.

Les agents de maîtrise devront être en nombre suffisant pour encadrer la main d'œuvre du chantier ; ils devront avoir une compétence adaptée à leurs fonctions et leur remplacement pourra être exigé par le Maître d'œuvre s'ils ne présentent pas les capacités requises.

Les difficultés pouvant naître de l'application des dispositions ci-dessus ne pourront en aucun cas autoriser l'entrepreneur à bénéficier d'un allongement des délais contractuels.

11.4 Organisation – sécurité et hygiène du chantier

11-4-1 Prestations en cours de travaux

En application de l'article 31 du C.C.A.G. Travaux, chaque entreprise est responsable de la mise en place et du maintien des dispositifs de protections réglementaires. Tout litige ayant trait à la prise en charge de tel ou tel dispositif d'intérêt commun sera tranché par le maître d'ouvrage.

11-4-2 Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit procéder au nettoyage régulier de sa zone d'intervention aussi souvent que nécessaire ainsi qu'à l'évacuation des débris, déblais,

En cas de nécessité due, notamment, à la non-exécution ou à l'insuffisance du nettoyage par les entreprises, le maître d'ouvrage pourra ordonner des nettoyages complémentaires pendant les travaux. Ces nettoyages pourront être effectués par une entreprise spécialisée et leurs coûts seront portés au compte prorata ou imputés à l'entreprise défaillante.

11-4-3 Sécurité et hygiène du chantier

Les dispositions à prendre seront définies, avant l'ouverture du chantier, par le conducteur d'opération, conformément au décret 92.158 du 20 février 1992, et au décret du 8 janvier 1965. PLAN DE PREVENTION.

11-4-4 Contraintes liées au risque aspergillaire

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte en permanence le risque aspergillaire vis-à-vis des patients et les mesures qu'il impose définies dans chacun des lots concernés.

Une réunion d'information sur les règles de co-activité et d'intervention sur le site du CH du Mans sera organisée pour l'ensemble du personnel d'encadrement et de chantier. Cette réunion, animée par les médecins de l'EHLIAS (Service de Prévention des Infections Nosocomiales) du CHM, informera et sensibilisera les intervenants du chantier sur les risques encourus par les patients du CH du Mans en contact avec les poussières du chantier, sur les gênes occasionnées par le bruit pour le personnel médical. La participation des intervenants à cette réunion est impérative.

Le non-respect des règles entraînera un arrêt de chantier immédiat sans compensation

11-4-5 Consignes

Afin de garantir la sécurité et la réglementation des travailleurs et visiteurs sur le chantier et du fait de la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, à savoir le CH du Mans, il est demandé au titulaire la présence d'un référent parmi l'équipe, capable d'échanger avec le maître d'œuvre, et de relayer les consignes aux autres travailleurs de l'équipe.

ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE : INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le maître d'ouvrage dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et son décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe 1 au présent CCAP.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans le cas où l'attributaire vient à sous-traiter tout ou partie de son/ses lot(s) à une autre entreprise, il s'engage à communiquer les volumes d'heures d'insertion intégrés au contrat de sous-traitance auprès du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 13-1-3.

12-1-1 – Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes éligibles au dispositif de la clause d'insertion sont demandeurs d'emploi et :

- les allocataires du RSA,
- les jeunes de moins de 26 ans ayant un niveau de qualification inférieur au niveau V ou les jeunes ayant un niveau de qualification de niveau IV sans expérience professionnelle (inférieur à 6 mois) et suivis par les missions locales ou le Pôle Emploi, s'inscrivant dans une démarche de recherche d'emploi,
- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits depuis plus de 12 mois à Pôle Emploi dans les 18 derniers mois,
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits à Pôle Emploi,
- les personnes reconnues travailleurs handicapés par la MDPH,
- les publics sous agrément IAE (Insertion par l'Activité Economique),
- les demandeurs d'emploi bénéficiaires d'autres minima sociaux (Allocation de Solidarité Spécifique, Allocation Adulte Handicapé, pension d'invalidité, Allocation Temporaire d'Attente)

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, de la Maison de l'emploi, des Missions Locales, de CAP Emploi, de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, ou du bureau Emploi de la Direction de l'Economie, de l'Emploi et de l'Insertion du Département de la Sarthe, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Les entreprises ou leurs opérateurs devront faire valider chaque candidature par la Maison de l'Emploi ou le Département de la Sarthe, avant le premier jour de l'embauche. Dans le cas où **l'éligibilité du candidat embauché n'aurait pas été validée, la Maison de l'Emploi ou le Département de la Sarthe se réservera la décision de valoriser les heures d'insertion réalisées.**

12-1-2 – Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale

L'attributaire retenu a l'obligation de réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion (emploi et/ou formation) réalisée selon l'une des modalités suivantes :

- **L'embauche directe** en contrat à durée indéterminée ou en contrat à durée déterminée (après vérification de l'éligibilité du candidat par la Maison de l'Emploi)
- **La mise à disposition de salariés en insertion :** L'entreprise se met donc en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT) sous réserve de l'utilisation du recours « Accès à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières » (*selon l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L.124-2-1-1 du Code du Travail*), soit une mission de 150 heures minimum), (après vérification de l'éligibilité du candidat par la Maison de l'Emploi ou le département de la Sarthe)
- **Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance** avec une structure relevant de l'insertion par l'activité économique (IAE), c'est à dire une entreprise d'insertion (EI), un chantier d'insertion (ACI), ou une structure employant des travailleurs handicapés, c'est-à-dire une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT).

12-1-3 – Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant contact avec la Maison de l'Emploi ou le Département de la Sarthe :

<u>Pour les travaux sur les sites :</u> - CHM
Maison de l'Emploi et de la Formation de Le Mans Métropole – Pays du Mans
Monsieur Abdellatif AMMAR Monsieur Jonathan GUICHARD Facilitateurs clauses sociales 39 rue de l'Esterel 72100 LE MANS Tél : 02.43.84.90.92 Courriel : clause.sociale@lemansdeveloppement.fr

12-1-4 – Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande des chargés du suivi de la clause sociale de la Maison de l'Emploi et du Département de la Sarthe, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (*ex : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc. ;*) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et l'évaluation de l'action.

Les pièces demandées sont : relevé mensuel des heures réalisées, justificatif d'éligibilité à la clause, CV, copie du contrat de travail.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut décider, à tout moment, en lien avec les chargés du suivi de la clause sociale de la Maison de l'Emploi et du Département de la Sarthe, faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues au CCAP.

En tout état de cause, le titulaire, doit dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, les chargés du suivi de la clause sociale désignés par le maître d'ouvrage, étudieront avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du marché, l'entreprise s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre ou annuler la clause sociale d'insertion. Cette annulation sera subordonnée à la communication par le titulaire, d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des travaux, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

13.1 Essais et contrôles d'ouvrages en cours de travaux

13-1-1 Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en la présence du Maître d'œuvre sous contrôle du maître d'ouvrage.

13-1-2 Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis au marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un bordereau de prix
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

13.2 Réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du CCAG Travaux, une réception partielle aura lieu à l'achèvement des travaux de chacune des ailes du bâtiments Fontenoy.

La réception prend effet à la date de l'achèvement de chacune de l'ensemble des travaux

L'entrepreneur chargé d'aviser le CHM en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur, et de Maître d'ouvrage de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés, est l'Entrepreneur intervenant en dernier lieu sur le chantier.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception, de ne pas la prononcer ou de la prononcer avec réserves sera notifiée à l'entrepreneur dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception.

13.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Conformément à l'article 42.2 du CCAG Travaux, une mise à disposition des locaux, par unité, avec un constat contradictoire, sera réalisée à la fin de chacune des 3 phases.

13.4 Documents à fournir après exécution

Seules les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

Dans les deux mois qui suivront la réception des travaux, les entrepreneurs intéressés seront tenus d'établir et de remettre au maître d'ouvrage en sa qualité de maître d'oeuvre pour vérification, sous forme de CD ROM, les plans (Format DWG et PDF) de tous les travaux qu'ils ont réellement exécutés ainsi que les notices descriptives et d'entretiens (Format PDF) de tous les équipements mécaniques et électriques.

13.4 Délai de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'UN (1) an pour l'ensemble des ouvrages. Son point de départ est la date de prise d'effet de la réception.

Pour les autres garanties, il est fait application du Code Civil pendant le délai de garantie de parfait achèvement. L'entrepreneur sera tenu d'exécuter les travaux de remise en état dans un délai fixé par lettre recommandée de mise en demeure. Toutefois, ce délai ne sera pas inférieur à 10 jours ni supérieur à 30 jours, il pourra être réduit en cas d'urgence.

13.5 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement exécution, l'Entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par exécution des travaux.

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

Les mêmes documents mis à jour seront présentés par les entreprises à la remise des décomptes définitifs de l'opération.

Obligations d'assurance :

Tous les entrepreneurs participants aux travaux devront pouvoir justifier dès l'ouverture du chantier de la souscription d'une assurance de responsabilité conformément aux dispositions de la loi du 4 Janvier 1978 et à l'article L 241 du Code des Assurances et des articles 1792 - 1792.2 et 2270 du Code Civil.

Ils devront, en outre, avoir souscrit dans les conditions habituelles une police d'assurance de responsabilité civile chef d'entreprise garantissant les conséquences pécuniaires résultant des dommages de toute nature causée aux tiers non seulement du fait des ouvrages en cours de construction mais encore en cas d'incident mettant en jeu sa responsabilité décennale, la garantie étant fixée au maximum de la législation en vigueur par sinistre.

Une garantie décennale est nécessaire ; l'attestation de cette assurance sera fournie avant tout commencement de travaux par le titulaire du marché aux établissements de santé concernés.

ARTICLE 14 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

Le marché est passé à prix révisables.

Dans les prix seront intégrés les incidences décrites dans les notes générales des prescriptions communes à tous les corps d'état ainsi que le déplacement à pied d'œuvre de l'équipe. Il convient de prévoir un poste pour les frais d'installation de chantier et de repliement.

Les prix s'entendent toutes fournitures de matériaux et de main d'œuvre pour l'exécution complète des rubriques. Il convient d'intégrer les sujétions **d'exécution, de manutention etc., liées à la situation du chantier et aux contraintes** de fonctionnement de l'hôpital, services à proximité en activité.

Les prix comprennent le nettoyage et enlèvement des déchets, gravats, frais de mise en décharge ou de recyclage.

Tous les frais découlant des documents rédigés par le Coordonnateur SPS et le bureau de contrôle pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans les montants unitaires.

Seront intégrés dans les prix l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement de la réhabilitation projetée, conformément aux règles de l'art et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée dès lors que ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Il convient également de prendre en compte le fait que certains travaux pourront être réalisés en dehors des heures habituelles de travail.

14.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement précise ce qui doit être réglé d'une part, au titulaire du marché, et, d'autre part, aux sous-traitants agréés s'il y a sous-traitance.

14.2 Contenu des prix – mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes travaux en régie

14-2-1 les prix des marchés sont Hors T.V.A.

En cas de groupement, ils comprendront les dépenses de chantier visées à l'article 10 du C.C.A.G. Travaux.

14-2-2 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire dont le libellé est donné au DPGF

14-2-3 L'entreprise fournira une décomposition de son prix global et forfaitaire sous la forme d'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

14-2-4 Travaux supplémentaires - travaux modificatifs :

Pour le règlement des travaux non prévus au marché, ou, l'évaluation des travaux prévus au marché et non exécutés, il est fait application des dispositions de l'article 1 du C.C.A.G. Travaux complétées par les dispositions suivantes :

Les prix des travaux en plus et en moins du marché sont établis dans les conditions suivantes :

1. Pour les travaux ou ouvrages identiques à ceux prévus au Détail Quantitatif Estimatif, formant décomposition du prix global forfaitaire au moyen des prix unitaires de ce détail, étant rappelé que les quantités du DPGF ne sont pas contractuelles et ne peuvent en aucun cas être utilisées dans ces évaluations.
2. Pour les travaux ou ouvrages analogues ou de nature comparable à ceux figurant au dit détail, au moyen de prix calculés sur la base de sous-détails justifiant les prix unitaires du DPGF et arrêtés à la valeur du mois de référence des prix du marché.
3. Pour les ouvrages de nature différente de ceux prévus au DPGF, au moyen de prix débattus et convenus entre les parties par entente directe, avant tout commencement des travaux considérés.

14.3 Variation des prix

14.3-1 Les prix sont révisables sur toute la durée du marché.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois comportant la date limite de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix de base proposés dans l'offre seront des prix révisables par application d'une formule de révision :

$$Pr = Po * (0.15 + 0.85 \times (Im / Io))$$

Avec :

P0 : Prix initial du contrat

Pr : Prix révisé

Im : Valeur de la référence du mois de révision de prix

Io : valeur de la référence du mois de remise des offres « Mois Mo »

Liste des index BT

Lot 1 : Electricité CFO-CFA – BT47

Lot 2 : Système de Sécurité Incendie – BT47

Lot 3 : Désenfumage Mécanique – CVC – PLB – BT41

Lot 4 : Menuiseries Intérieures – BT18a

Lot 5 : Menuiseries Extérieures – BT27

Lot 6 : Plâtrerie – Faux Plafonds – BT08

Lot 7 : 50% Revêtements Sols BT10 – Muraux – 50 % Peinture – BT46

Conformément à l'article 13.2 du CCAG, les acomptes mensuels versés au titulaire comportent l'effet de la révision des prix. Le rythme de la révision des prix est donc mensuel.

14-3-2 Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants, sauf réglementation contraire.

14.4 Paiement des cotraitants et sous-traitants

Désignation de sous-traitants ou cotraitants

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance ; dans le cas de cotraitance, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Le mandataire commun ou le titulaire dispose d'un **délai de 15 jours**, compté à partir de la réception des pièces justificatives servant de base au paiement direct, pour signifier son acceptation ou son refus motivé. Passé ce délai, le silence de l'entrepreneur vaut acceptation.

14-5 Modalités de règlement des comptes

DPGF : Situations mensuelles et situation de solde

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG Travaux, les projets de décomptes mensuels arrêtés au dernier jour du mois m devront être remis entre le 1 et le 5 du mois $m + 1$.

Les règlements d'avances ou d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Sur les situations de travaux et factures devront figurer le N° d'ordre de service, le N° de marché et l'intitulé.

Le règlement des sommes dues par le Centre Hospitalier du Mans au titre de l'exécution des travaux est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique et conformément aux textes régissant la Commande Publique.

Toutefois, celui-ci prévoit la possibilité d'une suspension du délai de mandatement tant que toutes les justifications nécessaires ne sont pas réunies :

- Fourniture des D O E, documentations techniques, éléments pour le D I U O, plans etc.

- Levée de toutes les réserves.

L'entreprise enverra un courrier à la Direction des Opérations et des Services Techniques du Centre Hospitalier pour confirmer la levée des réserves.

Ce n'est qu'après la réception de ce courrier suivi du contrôle du Représentant de la Direction Technique et l'établissement du document "*Levée de réserves*" que le mandatement et ensuite le paiement de votre facture pourra avoir lieu. **Jusqu'alors, la facture sera bloquée.**

14.6 Paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai pourra être réduit au cas où le titulaire du marché aura fait une proposition d'escompte pour paiement accéléré.

Si du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toute autre opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension du délai prend fin par l'envoi par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage des pièces ou documents qui lui sont demandés, accompagnés d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire du présent marché est :

**TRESORERIE HOSPITALIERE DU MANS
192 avenue Rubillard
BP 21072
72000 LE MANS CEDEX 1**

ARTICLE 16 : ESCOMPTE POUR PAIEMENT ACCELERE

Si le titulaire a proposé un escompte pour paiement accéléré et que cela a été accepté par le Centre Hospitalier du Mans, le montant de cet escompte sera déduit par le Directeur des Achats ou son représentant lors du règlement de la facture.

ARTICLE 17 : INTERETS MORATOIRES

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

ARTICLE 18 : DELAIS D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

18.1 Prolongation du délai d'exécution

Se reporter à l'article 19.2 du C.C.A.G. Marchés Publics de Travaux.

18.2 Pénalités

18.2.1 Pénalités et retenues pour retard

18.2.1.1 Dispositions générales

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG Travaux.

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, ou à défaut par rapport au calendrier prévisionnel.

Les jours de pénalités sont calculés en jours calendaires et cumulés pour l'ensemble des retards partiels constatés, sans que ce cumul puisse excéder le retard total de fin de marché normalement prévisible ou constaté, sauf si ce retard impacte le chemin critique de façon encore plus importante.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités détaillées ci-après.

18.2.1.2 Par jour ouvrable de retard dans l'achèvement des travaux : 1/1000ème du montant du marché. Cette pénalité peut également s'appliquer pour chaque jour de retard pris pour respecter les demandes en matière de sécurité, que celles-ci concernent la sécurité dans les ERP ou la sécurité du travail.

Cette pénalité sera provisionnée provisoirement au fur et à mesure du déroulement des travaux, si le Maître d'Ouvrage constate que le mode ou le rythme d'exécution des travaux laissent prévoir un retard global en fin de chantier. La levée de ces provisions pourra être obtenue en tout ou partie par l'entreprise concernée, seulement lors de l'établissement des décomptes définitifs, et si le retard propre à l'entreprise a été rattrapé par ses seuls soins. Les sommes ainsi débloquées ne seront pas révisées ni actualisées.

18.2.1.3 Pénalités définitives

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives et recalculées à la valeur de cette dernière au moment de l'établissement du décompte final, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- ou l'Entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché ou n'a pas respecté ou permis de respecter une date jalon ou une date clé ;
- ou l'Entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres marchés.

Autres pénalités

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci avant, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération.

		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
1	<ul style="list-style-type: none"> Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires Non-respect règles d'hygiène et circuits des ouvriers arrêtés par le EHLIAS et la DT 	X		
2	<ul style="list-style-type: none"> Souillage des végétations en place à conserver 	X		
3	<ul style="list-style-type: none"> Dégradation des végétations en place à conserver leur faisant courir un risque pour leur survie 			X
4	<ul style="list-style-type: none"> Travaux bruyants en dehors des heures tolérées 		X	
5	<ul style="list-style-type: none"> Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : le cas 		X	
6	<ul style="list-style-type: none"> Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable) 	X		
7	<ul style="list-style-type: none"> Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites 		X	
8	<ul style="list-style-type: none"> Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée à un marché de travaux 		X	
9	<ul style="list-style-type: none"> Non-utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier 	X		
10	<ul style="list-style-type: none"> Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires. 		X	
11	<ul style="list-style-type: none"> L'employé d'une Entreprise est surpris en défaut de sécurité quelle qu'en soit la raison 	X		
12	<ul style="list-style-type: none"> Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires 	X		
13	<ul style="list-style-type: none"> Retard pour non enlèvement des matériaux inemployés 	X		
14	<ul style="list-style-type: none"> L'Entreprise démontre sa méconnaissance de ses obligations contractuelles 		X	
15	<ul style="list-style-type: none"> Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de son entreprise convoquée à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le Maître d'Œuvre ou l'OPC 	X		
16	<ul style="list-style-type: none"> Absence non excusée en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité d'un marché convoqué à ladite réunion, le marché en question étant sur le chemin critique du planning 		X	
17	<ul style="list-style-type: none"> Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » par jour calendaires et par zone 	X		
18	<ul style="list-style-type: none"> Retard dans la présentation d'un prototype 		X	
19	<ul style="list-style-type: none"> Présentation d'un prototype ou d'un échantillon non conforme au marché 			X
20	<ul style="list-style-type: none"> Retard dans la présentation d'un échantillon, d'un devis ou mémoire par jour calendaires 	X		
21	<ul style="list-style-type: none"> Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée 		X	
22	<ul style="list-style-type: none"> Présentation d'un devis irrecevable par son contenu (s'il recouvre des travaux dus au titre du marché de base), par les montants (s'ils sont sans rapport avec les prix unitaires pratiqués dans le cadre du marché) ou par sa présentation (décomposition par entité) 		X	

		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
23	▪ Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X		
24	▪ Retard dans la constitution du dossier DOE ou des documents d'exploitation sous la forme de dossiers provisoires ou du dossier DIUO ou du dossier de sécurité SSI, il sera retenu un montant forfaitaire sur la dernière situation de 600 € jusqu'à l'obtention du document définitif sans réserve.	FORFAIT		
25	▪ Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 1		X	
26	▪ Deuxième récidive sur une pénalité de niveau 2			X
27	▪ Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux		X	

Récapitulation des retenues forfaitaires provisoires :

NIVEAU DE LA RETENUE FORFAITAIRE	MONTANT CORRESPONDANT
Niveau 1	150 Euros HT
Niveau 2	300 Euros HT
Niveau 3	600 Euros HT

L'application de ces retenues ou pénalités ne dispense en aucun cas l'Entrepreneur d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des retenues est applicable de plein droit par simple constatation de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les retenues provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement.

18.2.2 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à **60 euros par heure d'insertion non réalisée**.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une **pénalité égale à 100 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 19 : TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions du Code du Travail, le titulaire devra prouver tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, sa conformité dans le domaine des règles relatives au travail dissimulé (pièces prévues aux articles D8222.5 et D8222.7 du Code du Travail : attestation « vigilance »). **Les documents devront être transmis sans que le Centre Hospitalier en ait à faire la demande.**

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE ET AVANCE

20.1 Retenue de garantie

Conformément à l'article R2191-33 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur le montant des travaux réalisés.

La retenue de garantie ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, conformément à l'article R2191-36 du Code de la Commande Publique.

20.2 Avance

Conformément aux dispositions des articles de R.2191-3 à R.2191-5 du Code de la Commande Publique, une avance sera accordée au titulaire du marché, sauf s'il y renonce, au cas où le montant du marché serait supérieur à 50 000 Euros H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution serait supérieur à deux mois.

Néanmoins l'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

L'avance est fixée entre 10 % du montant du marché conformément à l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 21 : ETABLISSEMENT DES FACTURES - MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Conformément aux dispositions du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les situations afférentes au paiement et le **Décompte Général et Définitif** portant les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de la facture,
- les nom et adresse du créancier,
- le destinataire de la facture,
- le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion),
- le numéro et la date du marché et les références du bon de livraison,
- la désignation exacte du produit livré,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés,
- la date de livraison ou service fait,
- le prix unitaire hors taxes de chaque produit,
- le montant global hors taxes,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant global toutes taxes comprises
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.
- le décompte général et définitif devra comporter le récapitulatif des acomptes mensuels et du solde
- le décompte général et définitif devra être daté, dûment revêtu du cachet de l'entreprise et signé.

Depuis le 1er janvier 2017, le titulaire doit déposer ou saisir ses factures et les pièces justificatives nécessaires s'y rapportant sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 et selon le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les professionnels qui émettent des factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs ; à compter du 1er janvier 2020 : la facture électronique est obligatoire y compris pour les micro-entreprises.

De ce fait, le GHT 72 attire l'attention du titulaire du marché sur le fait que toute facture devra être déposée sur Chorus Pro conformément à la réglementation indiquée ci-dessus.

Par conséquent, toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

Le code « centre de gestion » à indiquer sur CHORUS est : PLAN

ARTICLE 22 : MODIFICATION DU MARCHE

22-1 – Prestations supplémentaires en cours de l'accord cadre

En application des dispositions de l'article R.2194-3 du Code de la Commande Publique, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent accord marché ayant pour objet des travaux supplémentaires jusqu'à la limite de 50 % du montant du marché.

22-2 – Substitution d'un nouveau titulaire

*Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-6, le marché public peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire **se substitue au** titulaire initial du marché public, dans l'un des cas suivants :*

1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option conformément aux dispositions de l'article R. 2194-2 ;

2° Dans le cas d'une cession du marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

ARTICLE 23 : MARCHE SIMILAIRE

Le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 24 : CONDITIONS DE RESILIATION

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le chapitre 6 : "Résiliation" du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de travaux.

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de travaux.

En cas de résiliation du marché selon le fondement des articles 47 et 49 du C.C.A.G. Travaux, la résiliation est prononcée aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Les candidats doivent informer de leur intention de détacher des travailleurs ou de faire appel à des travailleurs détachés pour le marché concerné. » En cas de non réception de la déclaration de détachement, le CH du Mans mettra le titulaire en demeure de régulariser sa situation, faute de quoi il résiliera le marché ; cette résiliation n'ouvrira droit pour le titulaire à aucune indemnité, en application de l'article 46.3 du CCAG Travaux.

ARTICLE 25 : DATE D'EXECUTION

Le marché est exécutoire à compter de sa date de notification.

ARTICLE 26 : LITIGES

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G. des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

DIRECCTE des pays de la Loire
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
☎ 02 53 46 79 83 - 📠 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@direccte.gouv.fr
<http://pays-de-la-loire.direccte.gouv.fr/>

ARTICLE 27 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les articles 13.1.1, 28.1, 41.1 à 41.3, 20 les dispositions du CCAG des marchés publics de travaux sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent cahier.